

Jetons un coup d'œil à quelques-uns des programmes gouvernementaux. Que je sache, le gouvernement n'a élaboré aucun plan d'action pour nous sortir enfin de ce fouillis financier. Tout à l'heure, le député de York-Peel (M. Stevens) a dit que le Canada était au bord de la faillite. De bien des points de vue, il a raison. Et plus il a raison, plus il faut le déplorer. Car s'il y a un pays qui devrait être en bonne posture financière, c'est le Canada. Par habitant, le Canada est mieux pourvu de richesses naturelles que tout autre pays au monde. Avec de telles richesses à notre disposition, nous devrions pouvoir gérer nos affaires de façon à n'être pas obligés d'emprunter tant d'argent.

Nous ne nous opposons pas à ce que le gouvernement emprunte. Nous savons tous qu'à un moment ou l'autre, que nous soyons ménagère, homme d'affaire ou un gestionnaire quelconque, nous sommes obligés d'emprunter. Au cours d'un exercice financier, il arrive qu'on manque d'argent pour payer les dépenses courantes et il faut avoir recours à des emprunts. Cela, nous le savons. Et c'est pourquoi nous ne nous opposons pas à ce que le gouvernement emprunte. Nos réserves sont plutôt de cet ordre: compte tenu du bilan du gouvernement, compte tenu du programme qu'il nous a présenté et de la façon dont il entend utiliser cet argent, nous ne pouvons en aucune façon lui faire confiance, même pas lui accorder le bénéfice du doute.

Encore une fois, pour reprendre la comparaison avec une famille moyenne de quatre personnes, il nous demande de l'autoriser presque aveuglément, à emprunter près de \$5,000 au nom de cette famille. J'espère que les députés le savent. C'est une dette énorme à imposer à chaque famille canadienne par un seul projet de loi, et il est probable qu'on nous demandera d'en adopter un autre avant la fin de la présente session.

Permettez-moi de parler plus amplement de la taille de cet emprunt. Le montant que le gouvernement devra déboursier cette année au chapitre de la dette accumulée de ses dépenses passées, est de vingt milliards de dollars. Cela veut dire \$800 par habitant ou un peu plus de \$3,000 pour une famille moyenne de quatre personnes. Songez-y, monsieur le Président: la part de la dette pour une famille moyenne, c'est-à-dire un peu plus de \$3,000, servira aux deux-tiers ou presque au service de la dette passée, de la dette totale accumulée. Cela donne une idée de la taille du montant en cause. Ceux d'entre nous qui ont des montants bien plus petits à gérer et qui s'efforcent de faire preuve de plus de prudence que le gouvernement veulent que les gens comprennent pourquoi ils s'inquiètent des emprunts que fait le gouvernement.

● (1730)

Je tiens à faire valoir un autre point. Il importe de se rendre compte que l'argent est à bien des égards devenu une simple denrée. Ce n'est plus juste un moyen d'échange. C'est une denrée qui a son prix. Plus la demande est forte, plus le prix monte. Cela fonctionne à bien des égards comme pour les autres denrées. Par exemple, s'il y a pénurie d'automobiles, leurs prix montent, parce qu'il n'y a pas assez d'automobiles pour satisfaire la demande.

Pouvoir d'emprunt—Loi

C'est la même chose pour l'argent. Au lieu du prix, ce sont les taux d'intérêt qui montent. Hier, le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) a signalé que le déficit que le gouvernement accumulera cette année sera à peu près équivalent au total des épargnes personnelles des Canadiens. Cela montre à quel point le montant que le gouvernement veut emprunter est énorme.

Plus on emprunte, plus on fait monter le loyer de l'argent, c'est-à-dire les taux d'intérêt. Chose regrettable, nous avons vu cela se produire depuis quelques jours et quelques semaines. Nous avons constaté cette tendance aux États-Unis et ici. Cela ne peut manquer d'avoir des effets vraiment terribles sur notre économie. Plus on fait monter le loyer de l'argent, plus ceux qui travaillent à leur propre compte en souffrent. Alors certaines personnes perdent leur emploi et doivent recourir à l'assistance sociale ce qui accentue encore le déficit.

Je voudrais poser une question au ministre des Finances (M. Lalonde) et au gouverneur de la Banque du Canada. Jusqu'à quel point les taux d'intérêt doivent-ils servir à protéger la valeur du dollar canadien et doit-on laisser fluctuer le dollar canadien tout en gardant les taux d'intérêt à un niveau qui permet aux entreprises de survivre? De nombreux hommes d'affaires au Canada ont été ruinés à cause des taux d'intérêt élevés. Dites-leur que vous êtes fiers de ce que vous faites pour soutenir le dollar. Je sais qu'aucun propriétaire de petite entreprise ne ferait une déclaration de ce genre. Sous de nombreux rapports, c'est ce que le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada font quand ils utilisent les taux d'intérêt pour soutenir le dollar canadien.

Nous devons importer des fruits et légumes hors saison. Comme nous vivons sous un climat septentrional, nous devons importer des agrumes que nous ne cultivons pas. Si on laisse le prix de ces produits augmenter, certains consommateurs s'en passeront. C'est ainsi que le système est censé fonctionner. Le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada disent mieux savoir que quiconque ce qu'il faut faire. Si la valeur du dollar canadien baisse et que les fruits et légumes importés hors saison coûtent davantage, ils en priveront le consommateur même si le prix a augmenté. Il incombe certes au consommateur de prendre cette décision.

Je ne prétends pas que le dollar doive être dévalué à 30c., 50c. ou 70c. Je dis que le gouvernement devrait cesser de vouloir et le drap et l'argent. Il devrait cesser d'utiliser les taux d'intérêt pour soutenir le dollar et compter un peu plus sur le sens commun et le jugement du consommateur moyen. On constaterait alors que le dollar canadien demeure à un niveau raisonnable par rapport à notre productivité. Le gouvernement n'aurait pas à intervenir sur le marché. La Banque du Canada n'aurait pas tant à se préoccuper des taux d'intérêt.

Quand les dépenses gouvernementales échappent à tout contrôle et que le gouvernement est obligé de s'endetter jusqu'au cou—comme en témoigne le bill à l'étude—il en résulte de nombreux problèmes dans l'ensemble de l'économie. En restreignant les dépenses gouvernementales, nous pourrions limiter l'endettement du gouvernement, ce qui aurait des répercussions extraordinairement avantageuses dans l'ensemble du pays.